

Algérie : racines et projections

b) Le Parti algérien pour la démocratie et le socialisme

Le PADS, agréé en 2012, fut le cadre organique à travers lequel s'exprima la protestation de quelques membres du comité central du PADS contre la dissolution, en 1993, de leur parti et son remplacement par Ettahadi.

Il y a été noté qu'après une période de guerres intestines, la mouvance communiste réformatrice algérienne tente, depuis 2013, une remontée, certes compliquée, construite sur une autocritique courageuse entamée, intra-muros, et poursuivie, à l'échelle internationale, à l'occasion du colloque qui avait réuni, à la fin de 2016, à Tunis, des partis marxistes-léninistes de la région invités à tirer les enseignements des révoltes dites du «Printemps arabe».

Cette formation, attachée au communisme orthodoxe, a affirmé vouloir sauvegarder ce que le sigle du PADS a symbolisé et refusé de l'ouvrir à d'autres forces politiques qui auraient dilué, selon elle, la spécificité de sa ligne laïque, anti-intégriste et anti-régime.

La voix de sa direction, exilée en France, semble être de moins en moins audible, quand bien même elle se signale par une participation à des rencontres internationales des partis communistes et ouvriers d'Europe, organisées dans la tradition des conclaves dédiés à la gloire de l'ex-Union soviétique et dont se font l'écho, de temps à autre, ses deux publications *Le lien des ouvriers et paysans* et *Les carnets du PADS*.

La disparition – effective – du FAM et celle – à vérifier – du PADS et du PLD laissent, en tous les cas, le champ libre au MDS qui en tire le gain le plus favorable à ses thèses : sa légitimation en tant que parti représentatif du courant réformateur du mouvement ouvrier algérien.

2- L'extrême gauche

L'un des paradoxes du gouvernement d'Ahmed Ben Bella, installé, en 1962, à la Villa Joly, fut de s'entourer de nombreux compagnons de route internationaux de la Révolution algérienne – en particulier le trotskyste Pablo Raptis – sollicités pour le conseiller sur des questions idéologiques et politiques, en principe déjà tranchées par les institutions et les programmes du FLN d'avant l'indépendance.

Il est vrai qu'aux côtés de ce coopérant spécial, officiaient d'autres assistants venus d'horizons différents comme le premier recteur de l'Université d'Alger, le socio-chrétien André Mandouze, ou l'ancien haut fonctionnaire du ministère de l'Algérie du gouvernement français, Hervé Bourges, de centre gauche, invité à travailler sur le dispositif d'encadrement de l'information gouvernementale.

D'autres amis de la Révolution algérienne, écrivains, journalistes, artistes avaient, également, été introduits dans des organismes culturels sensibles – la Cinéma-thèque et la Radio – quand des Français naturalisés Algériens, anciens de l'ALN, du FLN et du GPRA – Pierre Chaulet et Serge Michel – furent versés dans des activités relevant de leur spécialité, la médecine, pour le premier et la presse pour le second.

N'empêche, la présence de dirigeants de la IV^e Internationale dans le saint du pouvoir algérien avait de quoi inquiéter le FLN et même le PCA parce qu'elle suscitait des vocations parmi les jeunes Algériens ouverts à toutes les tentations dans un contexte dépourvu de toute trace confirmée de l'extrême gauche dans l'Histoire du militantisme politique algérien, avant ou pendant la guerre de libération, si on excepte le concours prêté à la Fédération FLN de France par les réseaux d'Henri Curiel, d'Alain Kri-vine et des porteurs de valises.

De cette paternité naquirent, donc, deux formations, le Parti des travailleurs et le Parti

socialiste des travailleurs qui réussirent, non seulement, à gagner une longévité politique, inespérée au départ, mais encore – ceci est valable, uniquement, pour le premier – à s'intégrer, à part entière, dans l'ordre institutionnel national, nanti d'un ancrage social et d'un réservoir de voix qui interpellent les observateurs sur «cette ascension aux origines mystérieuses».

a) Le Parti des travailleurs

La principale qualité de ce parti est, incontestablement, l'opiniâtreté, un des étalons de mesure de son audience.

Depuis sa fondation, en 1990, par Mustapha Ben Mohamed, un vieux routier du syndicalisme algérien et président, par intérim, de la première Assemblée populaire nationale pluraliste de 1997, en sa qualité de doyen d'âge, le PT collectionna les challenges grâce à un volontarisme assez rare dans le militantisme partisan national.

Ce volontarisme fut porté à un niveau au-dessus de la normale, lorsque Louisa Hanoune⁽⁴⁾, sa porte-parole, militante féministe, opposée, depuis 1984, au code de la famille, se fit élire, en 2003, secrétaire générale et porte-parole à la place de Mustapha Ben Mohamed.

Servie par une étonnante baraka dans le monde machiste de la politique des années 90-2000, elle est propulsée à la plus haute marche de la notoriété : première femme arabe à se présenter à une élection présidentielle – 2004 –, elle renouvelle l'expérience à deux reprises, en 2009 et 2014, créditée de scores très modestes (1%, 4,22% et 1,37%).

Autre caractéristique originale de ce parti : l'instauration, en son sein, d'un certain équilibre entre la base et la direction, en ce sens que, même si la personnalité de sa secrétaire générale pèse, assez lourdement, sur le fonctionnement et la communication de ses organes dirigeants, il est arrivé à disposer d'un volant d'autonomie et d'une collégialité personifiée, entre autres, par Ramdane Tazibt, Djelloul Djoudi, Smaïn Kouadria qui le protègent contre les soubresauts et les redressements inhérents à la vie partisane algérienne ainsi qu'il faillit y succomber, en 2016, après l'éviction du général Mohamed Mediène.

Reste que la recette de ses succès électoraux demeure secrète et sujette à caution pour nombre d'observateurs qui l'imputent au «maître des horloges» habilité à fixer et à répartir les quotas entre les partis d'une certaine «opposition», triés sur le volet, en raison de leur utilité dans les jeux d'équilibre prisés par le pouvoir d'Etat.

Si, par hypothèse, on écarte cette piste, à quoi devrait-on, alors, les 24 sièges occupés par le parti à l'APN depuis 2012 ? A l'alliance qu'il a contractée avec l'UGTA qui le gratifie d'un compagnonnage bienveillant ?

A l'agrégation, autour de lui, des restes de la gauche traditionnelle déçus par les divisions de leurs directions ?

A la pertinence de ses interventions sur les dossiers brûlants qui ont agité ou agitent l'actualité politique et économique du pays : menaces extérieures sur la sécurité nationale, révision de la loi sur les hydrocarbures, scandales de Sonatrach I et II, renationalisation de l'aciérie d'El-Hadjar, mise en cause des lois de finances, attaques contre l'«oligarchie», maintien du pouvoir d'achat des plus démunis... ?

Quoi qu'il en soit, la force de montrer qu'il est présent et réactif sur le terrain des luttes sociales et au Parlement, le PT se laisse percevoir par l'opinion comme un vigile qui alerte et communique bien, notamment à travers ses conférences de presse régulières et *Fraternité*, son principal organe de presse.

Les critiques qui le visaient sur ses relations avec les lambertistes – du nom de Lambert, un des dirigeants du trotskysme international – et avec Lutte ouvrière d'Arlette Laguiller, semblent être derrière lui.

Bien informé – par qui ? – sur ce qui se passe ou se trame dans les souterrains des centres de décision, il a été considéré, jusqu'à récemment, comme un prévisionniste et un critique fiable des politiques publiques.

Cependant, les sorties, en 2016, de sa secrétaire générale sur la mise à la retraite du général Mohamed Mediène, l'arrestation des généraux Hassan et Benhadid, la cession du journal *El-Khabar* au groupe Cevital d'Issad Rebrab, les révélations sur le scandale des Panama Papers ainsi que sur la santé du président Abdelaziz Bouteflika, jugées trop osées, ont déstabilisé le parti et faillirent lui coûter son existence, ayant été même à deux doigts de son éclatement.

Le coup de semonce fut bien entendu. Après une mise en quarantaine probatoire au cours de laquelle les ponts furent rompus avec la présidence de la République, à l'initiative du Palais, un retour en grâce semble se dessiner à l'horizon.

Pour combien de temps ?

L'opinion saura, après le 4 mai 2017, si le PT sera autorisé à poursuivre sa tranquille aventure ou si un coup d'arrêt sera porté à son incroyable carrière.

Jusque-là, le PT a joué, à la perfection, le rôle d'une mouche du coche alternant les soutiens fermes et les critiques acerbes faisant, parfois, douter de sa qualité de parti d'opposition, un pied ici, un autre dans les coulisses du pouvoir. En prévision de l'échéance présidentielle de 2019, il est fort à parier que les cercles dirigeants auront, encore, besoin de ce porteur d'eau utile à la défense et à l'illustration de l'équilibre entre le néolibéralisme mondialiste et le modèle social novembriste, équilibre élevé par le pouvoir d'Etat au rang de garant de sa stabilité et de sa pérennité qu'il confond avec celles du pays.

3- Le Parti socialiste des travailleurs

Bien qu'ayant partagé, avec le PT, la même carte génétique d'accès au monde de la politique, le PST n'a pas bénéficié de la même manne, ni revêtu le même costume

La principale qualité de ce parti est, incontestablement, l'opiniâtreté, un des étalons de mesure de son audience. Depuis sa fondation, en 1990, par Mustapha Ben Mohamed, un vieux routier du syndicalisme algérien et président, par intérim, de la première Assemblée populaire nationale pluraliste de 1997, en sa qualité de doyen d'âge, le PT collectionna les challenges grâce à un volontarisme assez rare dans le militantisme partisan national.

d'habile prestidigitateur. Il passe, plutôt, pour être un parti de l'ombre, recroquevillé sur un quant à soi frileux.

De toute évidence, il paie son irréfragable refus de se fondre dans le moule d'une «opposition» acquise, par une discrétion, voire une marginalisation dont il semble, à la longue, s'être bien accommodé. L'itinéraire du parti n'a pas connu de vagues notables, depuis sa création, en 1989, par Chawki Salhi, à partir du groupe des Communistes révolutionnaires, sa souche trotskyste active depuis 1974. Son cofondateur, Mahmoud Rachidi, ancien membre de la Coordination des lycéens d'Alger et ex-sociétaire, avec Amara Benyoune, de la troupe culturelle d'extrême gauche, Debza, en est, depuis

2012, le président. Candidat aux élections du 4 mai 2017, le parti entrera en lice dans une seule wilaya (Béjaïa) sur la base d'un programme anti-islamiste, anticapitaliste, démocratique, laïc et identitaire.

Son analyse sur les alliances des partis islamistes algériens conclues, à la veille du scrutin, écarte leur éventuel retour gagnant sur la scène politique. Il appuie cette prévision sur la déroute militaire de l'Etat islamique en Syrie et en Irak et pronostique un recul général de l'islamisme dans le monde.

Il ne croit pas, par ailleurs, à une opposition nationale crédible dominée par les chefs des exécutifs qui se sont succédé, ces vingt dernières années, et mise, beaucoup plus, sur l'organisation et le renforcement des luttes intersyndicales porteuses de changement dans les formes d'action susceptibles d'infléchir les politiques économiques et sociales des pouvoirs publics ainsi que le préconise son journal *El-Khatwa*. Il reste l'un des rares partis marxistes-léninistes algériens à être fidèle à la lutte des classes. Le seul aussi à avoir lancé, en 2012, un front fédérateur des gauches d'Algérie.

4- La social-démocratie

Annoncée sans antécédent historique connu, l'intrusion de la social-démocratie dans le paysage multipartite algérien emprunte les traits d'une option expérimentale car il était difficile pour ses promoteurs de la relier à un ancrage local identifié.

Le FFS et un cran en dessous le RCD (voir 1^{re} et 6^e parties de l'étude) avaient quand même pris le soin de jeter des passerelles en direction des partis français, britannique et allemand qui la pratiquent, depuis les années 1950, comme mode de gouvernement alternatif, pour s'en inspirer, à la source, et donner, ainsi, un poids et une caution à la filiation qu'ils avaient choisie.

Le FFS ira plus loin en adhérant à l'Internationale socialiste et en tissant des liens étroits avec les représentants de ses partis au Parlement européen.

Sans franchir ce pas, le RCD invitait, à ses congrès et à ses conférences, les dirigeants des partis sociaux-démocrates euro-méditerranéens qui ne manquaient pas de reconnaître et d'appuyer, à chaque fois, le bien-fondé de son positionnement de centre gauche.

Les autres partis algériens qui en avaient adopté le principe eurent toutes les peines du monde à en concilier les exigences théoriques et la pratique concrète à laquelle elle obligeait.

Le comportement et le discours de leurs directions eurent, tôt, fait, par manque ment à

ses règles, de précipiter l'expérience vers son échec.

Ce qui était présenté sous la forme d'une nouveauté qui allait libérer la classe politique du dogmatisme marxiste-léniniste tourna à la caricature, sous l'effet d'un double handicap :

- l'inflation de sigles fantaisistes qui l'arboraient, encouragée par des dispositions fixant à 15 le nombre de fondateurs d'un parti dont certains se recrutaient parmi les membres d'une même coterie parentale ;

- l'indigence du discours, proposé à l'opinion, truffé de promesses et de «réformes» les unes plus utopiques que les autres.

Suite en page 10